Européennes 2024 : quels sont les programmes des principaux candidats?

Par Pierre Breteau, Iris Derœux, Anne-Aël Durand, Romain Imbach, Assma Maad, Jonathan Parienté et Léa Sanchez

Publié le 04 juin 2024 à 09h07, modifié à 14h27 (republication de l'article du 01 juin 2024 à 05h00)

DÉCRYPTAGE | Agriculture, défense, énergie... Pour aider les électeurs à se décider avant le scrutin du 9 juin, nous avons regroupé par thèmes les principales propositions des huit listes les plus susceptibles d'avoir des élus au Parlement européen.

Difficile de s'y retrouver dans les propositions politiques pour les européennes, alors que <u>38 listes ont été déposées en France</u>. A l'issue des élections du dimanche 9 juin, seules celles qui dépasseront 5 % des suffrages seront représentées au Parlement européen.

Pour comprendre les points de convergence ou de divergence des principales listes, celles qui ont le plus de chance d'obtenir des eurodéputés, nous proposons un résumé de leur programme, qui peut se lire soit de manière thématique, soit par candidat. Il n'a pas vocation à être exhaustif. Les listes apparaissent dans un ordre aléatoire à chaque chargement de page.

PAR THÈMES

PAR LISTES

COMMERCE INTERNATIONAL



AGRICULTURE

- Renforcer le rôle diplomatique de l'Europe, en particulier dans la résolution des conflits
- · Mettre fin à la vente d'armes aux dictatures

· Coordonner l'achat d'armes et en produire en Europe

Sortir des accords de libre-échange et mettre en place un protectionnisme vert

- Atteindre 100 % d'énergies renouvelables en 2040 et interdire tout nouveau projet fossile en Europe

- Interdire le chalutage de fond dans les aires marines protégées, et encadrer les pratiques de pêche destructrices

- · Lancer un pacte bleu pour protéger l'eau
- Arrêter l'utilisation des produits toxiques immédiatement, et du plastique d'ici à 2050

IMMIGRATION

- Adopter une politique d'asile digne et réaliste, notamment en mettant en places des voies sûres et légales
- Reconnaître un statut de réfugié climatique et environnem

INSTITUTIONS

- · Adopter une loi de séparation des lobbys et des institutions européen

INTERNATIONAL

- Déployer l'aide au développement à travers des dons
- Reconnaître un Etat palestinien, imposer un cessez-le-feu immédiat à Gaza, et appeler à la libération des otages israéliens · Etre favorable à l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne

NUMÉRIQUE

- Lutter contre la désinformation et l'espionnage des journalistes, en interdisant l'usage de logiciels espions par les Etats sur les médias
- Soutenir le développement d'acteurs alternatifs aux Gafam ; taxer ces derniers et garantir l'interopérabilité des services numériques
- Encadrer l'impact des algorithmes sur les droits fondamentaux (discriminations, profilage des bénéficiaires d'aides et de services publics, automatisation du management, etc.)

SANTÉ

- · Créer un droit à une couverture maladie universelle européenne
- Permettre un arrêt menstruel européen en cas de règles incapacitantes, et défendre la transparence sur les produits intimes

SOCIAL

SOCIÉTÉ

- Mettre en place un droit de veto social des mesures votées dans l'Union européenne, pour protéger les plus précaires
- · Décider d'un revenu européen de formation pour les jeunes
- Garantir l'opposabilité du droit au logement au niveau européen et s'opposer à la financiarisation du logement
- Promouvoir une politique européenne de maîtrise des prix des loyers et des ventes de biens

- Mettre en place un plan de report modal pour privilégier le ferrovia les mobilités douces
- Instaurer un abonnement mensuel aux liaisons ferroviaires régionales avec une tarification sociale

Source : Programme complet nullLes Ecologistes-EELV (PDF)



AGRICULTURE

- Accorder la priorité d'accès aux marchés publics aux producteurs franc

COMMERCE INTERNATIONAL

- Imposer un principe de réciprocité dans les importations pour faire respecter les normes environnementales et sociales
- Instaurer un moratoire sur les nouveaux accords de libre-échange

• Favoriser et privilégier l'acquisition d'équipements et d'armements européens

• Investir dans le nucléaire de nouvelle génération et refuser toute ingérence européenne énergétique, en particulier pour les éolienn

Sortir des règles du marché européen de l'électricité

Rester dans le commandement intégré de l'OTAN tant que la gue
Illiraine est en cours

ÉCONOMIE

- Refuser tout impôt prélevé par l'UE, qui « pénaliserait » les Etats membres et les consommateurs
- · Arrêter les nouvelles souscriptions d'emprunts réalisées par la Commission européenne
- Mettre les politiques monétaires au service de l'investissement dans l'économie réelle, la transition écologique et les technologies d'avenir
- Conditionner le versement des aides européennes structurelles à l'achat de produits européens

ENVIRONNEMENT

- Instaurer un moratoire sur les normes appliquées aux grandes entrep sur l'environnement (devoir de vigilance, directive sur les rapports de développement durable des entreprises, etc.)
- Assouplir les obligations européennes de rénovation énergétique des bâtiments
- Abroger l'interdiction de la vente des véhicules neufs à moteur thermique à partir de 2035

- Instaurer une double frontière aux portes de l'UE et au niveau nation pour refouler systématiquement les migrants
- Supprimer les subventions publiques aux ONG défendant les droits des migrants
- Traiter les demandes d'asile dans les ambassades et consulats des pays d'origine
- Conditionner le versement d'aides au développement à la coopération des pays tiers en matière d'immigration

- ustrialisation et la lutte contre le chômage dans le Intégrer la réindu mandat de la BCE
- Promouvoir une « Déclaration des droits des peuples et des nations » pour protéger la souveraineté des nations
- Transformer la Commission européenne en un « secrétariat général du Conseil » sans pouvoir décisionnaire ni initiative législative
- Baisser la contribution de la France au budget de l'Union européenne et refuser tout impôt prélevé par l'UE
- Redonner aux Etats le pouvoir exclusif de proposer de nouvelles normes (initiative législative) au sein du Conseil européen

Refuser l'élargissement de l'UE aux Balkans, à la Turquie et à l'UE

INTERNATIONAL

- S'opposer à la re choses » aissance d'un Etat palestinien « en l'état actuel des

- Défendre la constitution d'un cloud souverain européen im ingérences juridiques américaines et chinoises
- Revoir les règles de la concurrence européenne pour créer des champic européens du numérique
- · Créer un « environnement complet » en faveur de l'intelligence artificielle

SANTÉ

• Sécuriser les capacités de production de médicaments à l'échelle européenne

• Mettre fin au travail détaché dans les secteurs du transport routier et du BTP

SOCIÉTÉ

Créer les conditions d'un redéploiement massif du transport ferroviaire, en dérogeant aux règles européennes de concurrence

Source : <u>Programme complet du Rassemblement national</u> (PDF)



iposer un bouclier commercial europeen (fin des negociations avec les s qui ne respectent pas les accords de Paris, « règles miroirs » pour les

DÉFENSE

• Instaurer une force de réaction rapide pour des missions d'urgens (évacuation de ressortissants, protection des routes maritimes...)

ÉCONOMIE

ÉNERGIE

• Tri

Créer des premiers petits réacteurs nucléaires européens en cinq ans (« Plan Europe 2030 »)

ENVIRONNEMENT

vre un « pacte bleu » pour protéger les grands fonds m ns minières

Etendre la taxe carbone aux frontières à de nouveaux secteurs, comme l'automobile

IMMIGRATION

Octroyer 100 000 visas prioritaires dans les métiers en tension et pour les chercheurs et entrepreneurs étrangers

INSTITUTIONS

- Créer une cellule au niveau européen pour interdire les financements extra-européens des partis
- Instaurer les listes transnationales pour les élections européer · Permettre au Parlement d'initier les lois européennes

INTERNATIONAL

NUMÉRIQUE

· Soutenir une perspective d'adhésion de l'Ukraine dans l'UE

Favoriser l'émergence de champions européens dans le développement les jeux vidéo

 Créer un espace européen de l'apprentissage et de la formation professionnelle

Mettre en place un compte personnel de formation europ

SANTÉ

 Créer un un plan massif pour des vaccins et traitements européens contre le cancer et les maladies dégénératives

 Adopter une loi européenne pour relocaliser la production des médicaments stratégiques

SOCIÉTÉ

Etablir un Conseil européen de sécurité intérieure et accroître la coopération des polices et services de justice contre le terrorisme, le trafic de drogue et la pédocriminalité

Doubler les moyens de la Force européenne de protection civile, y compris en Canadair

• Lancer un nouveau « pacte européen des solidarités » en augmentant les aides européennes pour les associations caritatives

 Accélérer la mise en accessibilité des bătiments de services publics et les logements pour les personnes handicapées

• Inscrire l'IVG dans la Charte européenne des droits fondamentaux

• Interdire les thérapies de conversion dont sont victimes des personnes LGBTQI+

Créer un Pass culture européer

• Doubler le nombre d'universités européennes, jusqu'à 100 en 2030

· Développer Erasmus à partir de l'école primaire

Source : Programme complet de Renaissance (PDF)

MANON AUBRY

AGRICULTURE

• Interdire le glyphosate, et établir un plan de sortie de l'ensemble des pesticides de synthèse et des engrais chimiques dangereux

Mieux redistribuer l'argent de la PAC vers les petits producteurs (passer du système d'aides à l'hectare à un système d'aides intégrant des critères sociaux et environnementaux)

• Lutter contre le gaspillage alimentaire en fixant des garanties sur la répartition des invendus et les obligations de la grande distribution

· Accorder une aide à la transition pour les éleveurs industriels se convertissant à l'élevage paysan ou aux cultures végétales, et renforcer les aides à l'installation des nouveaux agriculteurs

COMMERCE INTERNATIONAL

• En finir avec les accords de libre-échange

• Interdire l'accès au marché européen aux produits ne respectant pas des normes sociales et environnementales ou violant les droits humains dans leur chaîne de production

DÉFENSE

• Refuser de « régler nos différends commerciaux » avec la Chine en entrant dans l'alliance militaire des Etats-Unis

 Refuser une Europe de la défense arrimée à l'OTAN, mais pérenniser la clause de défense mutuelle entre les Etats membres de l'UE

ÉCONOMIE

SOCIAL

 Exiger de la BCE qu'elle baisse ses taux directeurs afin de diminuer le coût du crédit pour les ménages, les entreprises, les collectivités locales et l'Etat

• Taxer les riches et les superprofits (transactions financières, impôt sur les fortunes européennes, taxes sur les yachts et jets privés...)

• Instaurer un impôt de 25 % sur les multinationales, et les obliger à déclarer leur chiffre d'affaires dans chaque Etat où elles ont des activités

 Supprimer l'unanimité au Conseil sur la politique fiscale, pour contoumer le veto des paradis fiscaux européens (Luxembourg, Irlande, Malte, Pays bas) et créer un registre européen global des actifs

• Abroger la directive européenne sur le secret des affaires transposée dans le droit français

ÉNERGIE

• Sortir du marché européen de l'électricité et créer un pôle public de l'énergie

 Planifier la sortie du nucléaire et des énergies carbonées et s'orienter vers un mix énergétique 100 % renouvelable à horizon 2050

 Supprimer les subventions directes et indirectes accordées aux énergies fossiles, et interdire toute nouvelle exploitation d'énergies fossiles dans l'UE

 Réviser la taxonomie européenne pour sortir le gaz et le nucléaire des énergies durables, et introduire une « taxonomie noire » pour pénaliser les activités économiques attentatoires à l'environnement

ENVIRONNEMENT

• Introduire une taxe européenne sur les vols internationaux et intraeuropéens, et interdire les vols dans l'UE lorsqu'il existe une alternative en train de moins de quatre heures

• Faire du droit à l'eau un droit fondamental en Europe et instaurer la gratuité de l'accès aux mètres cubes vitaux, à des fontaines et à des bains douches

• Favoriser le développement et la rénovation des lignes de fret, des trains du quotidien et des trains de nuit entre pays européens

• Lancer un plan européen de « bifurcation écologique et sociale » en faveur de l'agriculture et de la rénovation des logements

IMMIGRATION

Abroger le pacte asile et migration, garantir le droit d'asile sur le sol européen et créer un statut de détresse environnementale couvrant tout type de catastrophe ayant entraîné une migration forcée

 Remplacer Frontex par une agence civile de sauvetage en mer et sur terre, en appui de l'agence de l'Union européenne pour l'asile

Interdire le placement des mineurs, des familles et des personnes vulnérables en centres de rétention, et refuser l'externalisation des frontières européennes dans des pays tiers

 Construire un programme pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaitent lorsque la situation dans leur pays d'origine le permet

INSTITUTIONS

 Abroger les règles budgétaires qui « imposent l'austérité » en limitant le déficit à 3 % du PIB et la dette à 60 % du PIB

· Interdire les rémunérations annexes des députés et responsables européens susceptibles de créer des conflits d'intérêts

Rendre public le vote d'investiture du président de la Commission, les votes des eurodéputés en plénière et en commission, et créer une base de données accessible pour les consulter

 Défendre un référendum d'initiative citoyenne européen, rendre obligatoire son examen par le Parlement et abaisser le seuil pour l'initiative citoyenne à 500 000 personnes dans quatre Etats membres

• Proposer de nouveaux traités « respectueux de la souveraineté des peuples » et les faire ratifier par référendum

INTERNATIONAL

 Refuser tout nouvel élargissement de l'Union européenne, notamment à l'Ukraine, mais agir pour créer un cadre diplomatique permettant d'obten le retrait des troupes russes

• Reconnaître un Etat palestinien et défendre un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza

Relancer les politiques de coopération avec les pays de la Méditerranée occidentale autour de projets d'intérêt commun comme la préservation de l'environnement

NUMÉRIQUE

Renforcer la réglementation sur l'intelligence artificielle en interdisant les identifications biométriques et les technologies répressives, et favoriser le développement des IA européennes

 Renforcer les dispositions des règlements sur les services numériques pour mieux encadrer l'activité des Gafam

• Inscrire la neutralité du Net dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE

 Développer une politique de modération des contenus en ligne « alternative et inclusive », transparente dans ses algorithmes et respectueuse des travailleurs des plates-formes

 Refuser tout accord d'exfiltration de données personnelles et stratégiques en dehors de l'espace français et de l'UE

SANTÉ

 Constituer des pôles publics nationaux ou européens de production de médicaments (paracétamol, pilule abortive...), planifier la relocalisation de l'industrie pharmaceutique pour éviter les pénuries

• Imposer dans tous les cas d'urgence sanitaire la levée des brevets sur les médicaments et vaccins nécessaires

Généraliser et rendre obligatoire le Nutri-Score partout en Europe
 Augmenter significativement les investissements de l'UE en matière de programmes publics de santé mentale

SOCIAL . Mottro

 Mettre en place un plan européen d'éradication de l'amiante pour protéger la santé des travailleurs

 Mettre un terme au statut de travail détaché afin que les salariés étrangers relèvent intégralement du droit du pays d'accueil

Interdire les stages non rémunérés, assurer une rémunération adéquate des stagiaires et apprentis, refuser l'abaissement du salaire minimum pour les jeunes travailleurs

Nendre obligatoire la transparence salariale au sein des entreprises, fixer un salaire minimum européen d'au moins 75 % du salaire médian de chaque pays, et un salaire maximum autorisé pour limiter les écarts de rémunération

 Mettre en place une allocation d'autonomie contre la pauvreté de la jeunesse

SOCIÉTÉ

Inclure le droit à l'IVG et à la contraception, et leur accès gratuit, dans la Charte européenne des droits fondamentaux

Inscrire le droit à mourir dans la dignité dans la Charte européenne des droits fondamentaux, et défendre la généralisation du droit à la fin de vie assistée en Europe

• Créer un organe européen indépendant pour examiner des recours de victimes de discrimination raciale

 Mettre fin à la sélection à l'université en Europe et réunir une conférence pour l'enseignement supérieur gratuit et ouvert à tous rce : <u>Programme complet de La France insoumise</u> (PDF)



Mettre en place un cadre dérogatoire au droit de la concurrence pour soutenir les agriculteurs et pêcheurs français

- Abroger des dispositions du pacte vert européen, dont la stratégie « De la ferme à la fourchette »
- Proposer un moratoire sur toute nouvelle norme, notamment pour l'agriculture et la pêche
- Interdire ou taxer les produits agricoles qui n'ont pas les mêmes standards environnementaux que ceux de l'UE
- Proposer aux Etats membres de choisir d'appliquer un taux de TVA pour les produits alimentaires les moins polluants

DÉFENSE

ÉNERGIE

Promouvoir la filière hydrogène pour assurer une énergie décarbo bas coût

ÉCONOMIE

COMMERCE INTERNATIONAL

nstaurer une « préférence européenne » lorsque la réciprocité de l'accès es entreprises européennes aux marchés publics des pays tiers n'est pas

S'opposer à toute création d'un impôt au niveau européen

Créer un livret d'épargne européen pour orienter l'épargne overs des secteurs stratégiques économiques

ENVIRONNEMENT

Réviser le statut du loup dans la directive « Habitat », afin de mieux orotéger les élevages et la biodiversité en montagne

endre le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières à tou duits importés dans l'UÉ

Abroger l'interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035

Financer un « grand programme » de developpement du transp ferroviaire et faire progresser le Réseau transeuropéen de transr

IMMIGRATION

Construire des infrastructures physiques (murs, fossés, caméras...) aux frontières extérieures de l'UE, et fixer des objectifs chiffrés pour réduire les entrées et augmenter les expulsions

Instaurer une liste de « pays d'origine sûrs » et de « pays tie lesquels l'UE pourra coopérer pour gérer les flux migratoires

Suspendre les aides au développement et les visas aux pays qui ne signent pas d'accord de «feadmission», et instaurer un gel des avoirs appartenant à des Etats ou à des dirigeants « non coopératifs » dans la lutte contre l'immigration illégale

• Mettre en place une « clause de sauvegarde » pour permettre de rétablir les contrôles aux frontières sans l'accord de la Commission

Conditionner le versement de certaines prestations sociales à trois ans de résidence régulière dans l'UE et durcir la directive sur le regroupement

INSTITUTIONS

Réduire de 25 % le nombre de fonctionnaires européens

Réduire le nombre d'agences au niveau européen et réduire le budget de anctionnement de l'Union européenne

INTERNATIONAL

· S'opposer à la re

n financier et militaire à l'Ukraine, mais s'opposer à son

Refuser l'élargissement de l'UE à la Moldavie, à la Géorgie, à la Turquie et aux pays des Balkans occidentaux

NUMÉRIQUE

• Etablir à l'échelle de l'UE un droit de propriété sur les données

SANTÉ

Source : Programme complet nullLes Républicains (PDF

SOCIÉTÉ

LÉON DEFFONTAINES

AGRICULTURE

- Limiter l'intensification de l'usage des sols et s'orienter vers des pratiques agroécologiques
- · Limiter la production et l'utilisation d'engrais et de pesticides
- Créer un régime d'assurance et de gestion des risques pour accompagner les producteurs face aux effets du changement climatique
- Favoriser l'installation agricole, et donner une place centrale aux fem dans les métiers de l'agriculture, les instances de décisions et la forma

COMMERCE INTERNATIONAL

• Imposer une autonomie stratégique hors de l'OTAN, fondée sur un traité de sécurité collective et des coopérations militaires entre les Etats

- Ratifier le traité d'interdiction des armes nucléaires dans l'optique d'un désarmement global

ÉCONOMIE

- Rééchelonner les dettes publiques des Etats pour réduire la domination de la part d'autres Etats, des marchés et des banques, et annuler la dette Covid
- · Prévenir les délocalisations, relocaliser et relancer la politique industrielle
- Favoriser les circuits courts et taxer les réimportations

ÉNERGIE

- Donner plus de place au nucléaire en étendant toutes les politiques de la taxonomie verte au nucléaire, dont celles réservées aux énergies renouvelables
- Créer un droit à l'énergie garanti pour tous et toutes, et maintenir une filière publique de production, de distribution et de commercialisation de l'énergie

ENVIRONNEMENT

- Aller plus loin que la neutralité carbone pour 2050 en fixant des objectifs portant sur l'empreinte carbone en UE
- Soutenir les centres de recherche sur le climat à hauteur de 1 % du PIB européen pendant vingt-cinq ans pour développer les technologies et procédés bas carbone émergents
- Soutenir les pays qui n'ont pas les moyens d'atteindre les objectifs climatiques, à hauteur de 1 300 milliards de dollars par an
- Restaurer les écosystèmes dégradés par l'homme
- Mettre en place un plan de transport de marchandises multimod doublant la part du fret ferroviaire et en développant le fret fluvial

IMMIGRATION

INTERNATIONAL

· Régulariser des travailleurs migrants sans papiers

Rejeter le pacte asile et migration, abroger les accords de Dublin, abolii l'externalisation des frontières de l'UE et redéfinir les missions de l'agenc Frontex

Instaurer des voies d'immigration légales et sûres afin « que nul ne meure plus en Méditerranée ou aux frontière de l'Union »

· Garantir l'accès aux soins inconditionnel aux personnes arrivant en Europe

Rendre effectif l'accès au droit d'asile pour les personnes LGBTQI+ persécutées dans leur pays

NUMÉRIQUE

INSTITUTIONS

Réduire l'empreinte environnementale du numérique en taxant les flux et stockages de données (data centers) à hauteur de leur contribution au réchauffement climatique

Refuser l'élargissement de l'Union européenne à huit pays supplémentaires

Rétablir la primauté du droit des Etats membres sur le droit communautaire et offrir la possibilité de déroger aux règles et traités

Lutter contre le retour de règles budgétaires austéritaires et propose une autre politique monétaire (réviser les taux d'intérêt de la BCE à la baisse et soutenir l'effort d'investissement des Etats)

- Lutter contre la fraude dans l'e-commerce, la vente de produits non conformes ou dangereux par des places de marché en ligne
- Construire une industrie européenne du numérique, autour de l'intelligence artificielle et de la robotique, dans les équipements de réseau et de télécom et autour des nouvelles technologies comme le quantique, créer un cloud européen
- Faire participer les grandes entreprises numériques (Gafam, plate-formes de VOD, etc.) au financement des infrastructures Internet

SANTÉ

Exiger un cessez-le-feu à Gaza, agir pour la libération des otages capturés par le Hamas. Reconnaître un Etat palestinien indépendant à coté d'Israël, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale

Porter l'aide publique au développement à 0,7 % du revenu national brut des Etats pour couvrir les besoins humanitaires, et consacrer au moins 50 % de cette aide aux pays les moins avancés

- Garantir un accès universel et gratuit aux soins, dans tous les Etats
- Mettre en place une grande politique de protection des données médicales des patients, en interdisant la transmission des données à des tiers (assurances, banques, employeurs, etc.)
- Engager la responsabilité des laboratoires en cas d'apparition d'effets secondaires, jusqu'à plusieurs années après la prise des traitements

SOCIAL

- S'opposer à la remise en cause des systèmes de protection des c pays (sécurité sociale, retraîte) et faire baisser le temps de travail perte de salaire, en France et en Europe
- Mettre fin au dumping social en garantissant l'égalité entre les travail locaux et détachés pour aller vers l'abolition du statut de travailleur détaché
- Proposer un moratoire sur les directives visant à libéraliser les services publics

- Combattre les violences sexistes, sexuelles et pédocriminelles
- · Empêcher la gestation pour autrui (GPA)
- Carantir (Egalité des droits pour autru (GFA)

 (Carantir (Egalité des droits pour les personnes LGBTQ)+ (reconnaissance des couples homosexuels, droit à l'adoption et ouverture à la PMA) et pour les personnes en situation de handicap (accès à l'emploi, autonomie, accessibilité.)
- Doubler l'investi ubler l'investissement dans l'enseignement supérieur, pour une ersité accessible à tous gratuitement, et instaurer un statut de doctorant
- Mettre en place un plan d'investissement européen dans l'éducation et de lutte contre les inégalités sociales face à la réussite scolaire

Source : Programme complet du Parti communiste français (PDF)



AGRICULTURE

- Arrêter tout le volet environnemental de la PAC pour valoriser la production et la souveraineté alimentaire
- Abandonner les objectifs de production en bio, ne pas interdire de pesticides sans alternatives et supprimer le plan Ecophyto
- Introduire des clauses de réciprocité dans les accords de libre-échange et rétablir les droits de douane sur les produits agricoles ukrainiens

COMMERCE INTERNATIONAL

- Contrôler les importations et faire respecter des clauses miroirs sur les produits non européens
- Relever le droit de douane à 50 % contre 10 % sur les véhicules électriques chinois
- nstaurer un moratoire sur les accords de libre-échange et lancer un audit our les renégocier

- Rendre impossi fonds européens ssible l'achat d'équipements militaires non euro
- Refuser la création d'une armée européenne ou le partage de la dissuasion nucléaire française

ÉCONOMIE

- S'assurer que l'« euro numérique » ne remplace pas les moyens de paiement traditionnels
- Instaurer un « Buy European act » et une préférence communautaire dans emploi des fonds européens

ÉNERGIE

- Relancer le nucléaire par un plan de 500 milliards d'euros (sur des fonds euronéens et nationaux)
- Relancer le gaz de schiste et les programmes de recherche et d'exploitation des minerais stratégiques
- Supprimer les règles de concurrence du marché européen de l'électricité

ENVIRONNEMENT

- Construire des bassines et retenues d'eau, rénover le réseau et recycler les eaux usées
- Abroger le pacte vert et tout ce qui a été voté sur les véhicules thermiques, les pourcentages d'énergies renouvelables, la performance énergétique, la stratégie « De la ferme à la table »...
- Supprimer deux normes pour une nouvelle créée, afin de réduire la charge administrative
- Supprimer tout financement à l'éolien, protéger le photovoltaique contre l'industrie chinoise
- Défendre la chasse, la pêche et permettre de réguler davantage les espèces sauvages nuisibles (loups, cormorans)

IMMIGRATION

- Instaurer une triple frontière: fin de la libre-circulation des « extra-Européens » dans l'espace Schengen, blocus de la Méditerranée et barrières physiques aux portes de l'UE, installation de camps de migrants en dehors de l'Europe
- Affirmer les racines grecques, latines et chrétiennes de l'Europe, concentrer les subventions culturelles sur le patrimoine, se rappro chrétiens d'Orient et d'Arménie

INSTITUTIONS

- Supprimer la Commission européenne et rendre l'initiative législative au Conseil (les gouvernements des Etats)
- Modifier la Constitution française pour faire primer le droit français sur le droit européen, et transformer l'UE en coopérations européennes souples que les nations choisissent librement
- Refuser tout impôt européen, baisser de 20 % la contribution français budget de l'UE et supprimer la moitié des agences et des programmes européens

INTERNATIONAL

- S'opposer à la création d'un Etat palestinien « tant que le Hamas n'a pas été éradiqué »
- S'opposer à l'envoi d'armes et de troupes à l'Ukraine, refuser son adhésion dans l'UE et l'OTAN
- Refuser tout nouvel élargissement de l'UE (en particulier la Turc

NUMÉRIQUE

- Relocaliser les data centers et viser la souveraineté « hardware/s pour les secteurs stratégiques
- Renégocier l'IA Act, et relancer des programmes de robotique et d'IA pour emplacer l'immigration dans les métiers en tension

Abroger la directive européenne sur les travailleurs détachés, prom la préférence française et européenne à l'embauche

• Lancer une campagne européenne de prévention contre les drogues, l'addiction aux écrans et l'exposition à la pornographie

- Interdire toute campagne européenne ou financement à des asso promouvant l'idéologie woke et LGBT
- · Abolir la gestation pour autrui dans tous les Etats me
- Constituer une coordination européenne antidrogue (policiers, douanier militaires), et sanctionner les pays et personnalités qui entretiennent des liens avec les multinationales de la drogue
- Instaurer des mesures fiscales et sociales encourageant la natalité (prêts à taux zéro, primes, etc.) et réorienter le fonds social européen vers cet objectif
- Réserver le programe Erasmus aux jeunes Européens avec un avantage financier pour les familles nombreuses

Source : Programme complet de Reconquête (PDF)



AGRICULTURE

- Planifier la reconquête de la souveraineté alimentaire dans les domaines déficitaires (protéines végétales et alimentation animale)
- Lutter contre l'élevage intensif, en abaissant les densités maximales et en tendant à la disparition de l'élevage en cage ; interdire les élevages des animaux à fourrure et la mutilation des animaux d'élevage
- Transformer la politique agricole commune (PAC) en politique agricole et alimentaire commune (PAAC) pour garantir une alimentation de qualité et accessible, sortir des aides à l'hectare et rémunérer les services

• Imposer les mêmes normes aux produits importés en Europe que celles imposées aux producteurs de l'UE avec des « mesures miroirs »

COMMERCE INTERNATIONAL

- Adopter une loi « Acheter européen » donnant la priorité aux produits et services européens dans toute commande publique ou subvention
- Refuser tout nouvel accord de libre-échange et promouvoir des partenariats fondés sur le juste-échange et le développement partagé

- Augmenter la production et la livraison des munitions à Kiev par l'industrie de défense européenne
- Réarmer l'Europe en mettant en place un fonds de 100 milliards d'euros et en donnant à la commission le rôle de centrale de commande
- Face à la guerre hybride et aux ingérences étrangères, multiplier par dix le budget de l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (Enisa)

- Elaborer une stratégie du « Fabriqué en Europe » pour faire émerger des champions européens dans les secteurs stratégiques
- Introduire des critères environnementaux dans les commandes publiques, favoriser les entreprises écoresponsables, évaluer toutes les politiques publiques par des indicateurs environnementaux
- Affirmer l'exception culturelle européenne en doublant le budget du programme Europe créative
- Lutter contre la concentration de la propriété des médias en approfondissant le règlement sur la liberté des médias (Media Freedom Act) et en exigeant une transparence totale de l'actionnariat
- Mettre fin à l'unanimité dans le domaine fiscal et développer le recours aux clauses passerelles pour tendre vers une union fiscale
- Créer un impôt de 2 % sur le patrimoine des « centi-millionnaires » et des milliardaires, passer la taxation des multinationales de 15 % à 25 %, taxer les superprofits et les profiteurs de guerre

ÉNERGIE

- Investir massivement dans les énergies renouvelables afin qu'elles représentent au moins 45 % du bouquet énergétique de l'UE en 2030 et 75 % en 2040
- Planifier la sortie des énergies fossiles en Europe : tendre vers la sortie du charbon (2030), du gaz fossile (2035) et du pétrole (2045), interdire toute subvention aux énergies fossiles ou à des projets d'infrastructure (comme les terminaux de GNL)
- Lancer un plan européen de rénovation énergétique des bâtiments, des logements et des écoles
- Réformer le marché européen de l'électricité pour garantir des prix réglementés, stables et raisonnables aux ménages

ENVIRONNEMENT

- Généraliser le mécanisme d'ajustement carbone (taxe carbone) aux frontières de l'Union européenne à tous les produits et services qui cau une concurrence déloyale en raison des fuites de carbone
- Créer une agence de planification écologíque européenne, afin de pilote les objectifs du pacte vert (réduction des GES d'au moins 90 % à 92 % en 2040, et neutralité carbone en 2050)
- Lancer une convention citoyenne européenne pour le climat dont les propositions devront être reprises par la Commission européenne
- S'adapter au changement climatique en développant des outils d'analy de la vulnérabilité des territoires, en prenant en compte ce critère dans l financement des infrastructures et en créant un fonds de réparation des
- Réhabiliter les milieux naturels dégradés, comme les zones hu forêts et les mangroves; renforcer les sanctions contre les crim-
- Eliminer les produits chimiques dangereux et les substances potentiellement dangereuses pour la santé et l'environnement dont les PFAS, dès lors que des informations crédibles sur leur dangerosité exist

IMMIGRATION

- Relancer les opérations de sauvetage en Méditerranée pour venir au secours effectif des personnes exilées en danger au nom du « devoir de sauver »
- Mettre fin à l'externalisation de nos politiques migratoires et aux déléguant la gestion aux États tiers, qui nous rendent complices de violations des droits humains

- Instaurer une directive pour l'établissement d'un revenu minimum au niveau européen
- Conditionner strictement les fonds européens au respect de l'Etat de droit, simplifier la saisine de la Cour de justice de l'UE avec des recours directs de citoyens, créer un « défenseur des droits » élu par le Parlement
- Démocratiser la prise de décision au niveau européen en donnant le pouvoir d'initiative législative du Parlement européen et en passant au vote à la majorité qualifiée au Conseil pour les questions encore soumises à l'unanimité, telles que la fiscalité et les relations extérieures ; en donnant au Parlement le pouvoir de lever l'impôt
- Créer une Haute Autorité de l'intégrité de la vie publique européenne chargée du respect de l'ensemble des règles (conflits d'intérêts, transparence, etc.) dotée d'un pouvoir d'initiative en matière d'enquête et de pouvoirs de sanction

- Saisir les 206 milliards d'avoirs russes gelés dans les banques européennes et les affecter au soutien à la résistance ukrainienne
- Cesser d'alimenter le budget russe en imposant un embargo sur le gaz, l'uranium et les engrais russes
- Etendre les capacités communes de la diplomatie européenne et notamment les représentations et les éventuelles coopérations de l'Union européenne avec les pays respectant les principes de démocratie et de transparence, et particulièrement ceux du voisinage européen
- · Reconnaître l'Etat palestinien

Engager à l'échelle européenne une réflexion commune sur les intelligences artificielles dans le secteur culturel et artistique (protection du droit d'auteur, coût environnemental des intelligences artificielles, etc.)

SANTÉ

Créer un service public du médicament, garantir les approvisionnements et des prix justes, soutenir la production en Europe de médicaments et de macques.

SOCIAL

- Créer un « bouclier emploi » en généralisant le principe de « former plutôt que de licencier »
- Réaliser l'égalité salariale entre femmes et hommes ; lutter contre le dumping social interne à l'UE en faisant converger les droits sociaux vers le haut et en créant une autorité européenne du travail, avec un pouvoir d'action et d'enquête
- Adopter une législation européenne sur le bien-être au travail et la prévention des risques psychosociaux, en reconnaissant les maladies professionnelles qui en découlent (burn-out, dépression, etc.)

SOCIÉTÉ

- Augmenter les fonds européens pour le train du quotidien (les RER métropolitains, les Intercités, les trains de nuit, le fret ferroviaire), financé: par une taxe sur les transports polluants et l'aérien
- Renforcer les normes d'efficacité et de poids des véhicules, investir dans les transports publics et actifs (vélo, marche) et dans l'électrification du transport routier
- Garantir à chaque femme européenne les droits les plus protecteurs des pays de l'UE en mettant en place la « clause de l'Européenne la plus favorisée »
- Mieux protéger les droits des personnes LGBTQI+ en Europe et dans le monde en adoptant un règlement sur la reconnaissance de la filiation et les unions-mariages entre Etats membres

Source : Programme complet de Place publique-Parti socialiste (PDF)

Anne-Aël Durand Romain Imbach Assma Maad Jonathan Parienté